

1- Négociations

La direction CGT, comme Chaban, a tiré les leçons de l'automne 69. Elle pensait déconsidérer ses partenaires syndicaux au travers d'une pratique à deux volets :

- d'une part emboucher les trompettes de l'indépendance syndicale et de l'opposition à la programmation sociale
- d'autre part, pratiquer largement les bons contrats et les conventions positives.

La ligne jaune passait par l'atteinte au droit de grève.

Cette trop grande habileté va s'échouer sur l'intransigeance patronale, la combativité des travailleurs et la mauvaise volonté des autres centrales.

Les directions FO et CFDT trouvent dans la politique des contrats de progrès la réalisation d'un syndicalisme reconnu et constructif. Elles signent des deux mains (C et D, EDF, SNCF, Chimie).

Avec ou sans la griffe CGT, patrons et pouvoir imposent leurs contrats (EDF !...).

Enfin, les travailleurs français d'après mai sont mal rôlés au rythme pluriannuel des accords ; les bons ou mauvais contrats en cours n'empêchent pas leurs réactions violentes à l'aggravation des conditions de travail ou à la galopade des prix. (Berliet).

La bureaucratie CGT est dans l'impasse ; sa crédibilité tombe : du côté patronal, les contrats s'appliquent malgré ses refus, elle ne peut faire respecter ses signatures ; du côté ouvrier, son opposition à la programmation sociale est totalement inconséquente. Refusant et les contrats et la lutte, la direction CGT se lie les mains et s'isole.

Séguy va rectifier le tir : il double l'esprit de dialogue des patrons et des autres centrales, il attaque lui-même sur le terrain négociation et maximalise d'entrée de jeu la mise : «Un Grenelle à froid». Il ne lui reste plus qu'à attendre la réponse : elle peut se faire attendre jusqu'à la veille des municipales !

2- Les semaines d'action

Si l'impatience se fait jour à la base, ou s'il convient de se rappeler au bon souvenir des patrons, on déroulera quelques semaines d'action : C'est l'outil idéal pour encadrer les luttes ; les diverses catégories d'une profession peuvent s'offrir, à la carte, selon leur appétit, depuis une heure jusqu'à cinq jours de grève (PTT). La VO et l'Huma peuvent en causer pendant huit jours !

3- L'unité syndicale

La CFDT : La direction est fondamentalement participationniste : Un syndicalisme puissant et «généreux» est une composante du système ; les représentants syndicaux doivent être reconnus : ils sont là pour assurer la justice économique et sociale ; ils limitent les dégâts, ils représentent les laissés pour compte. La concertation est une bonne chose, qui donne la parole aux syndicats : On cautionne donc les contrats et leurs miettes.

b) La base «catholique de gauche» a des aspirations socialistes «authentiques» : bien sûr les bases «paix-charité-dialogue» rechignent devant les affrontements de classe trop radicaux. Mais ceci donne le 35ème Congrès et explique la présence active des cédétistes dans toutes les luttes depuis 1968.

c) Les militants cédétistes refusent les solutions gouvernementales trop «bourgeoises» et la perspective d'un embrigadement stalinien. Par contre, ils ont toujours été le hochet des divers corps politiques constitués.

La CFDT est actuellement en gestation de formules politiques nouvelles et facilite une intervention politique conséquente des révolutionnaires sur cette centrale.

a) En période préélectorale la direction CGT tient à l'unité syndicale.

b) Comme chacun sait, l'unité est toujours difficile ; il faut du temps et de la patience : voilà un prétexte élégant pour repousser l'échéance de luttes d'envergure.

c) Enfin, la direction CGT connaît l'hétérogénéité de la direction CFDT : Marie, Descamp, Krumnov sont très divisés sur le travail avec la CGT : Dans ce cas, un débat serré ne peut que paralyser l'équipe et étaler son incohérence.

F.O. : Le courant se maintient :

- Elle est artificiellement favorisée par le jeu de bascule de la CFDT

- Elle profite du militantisme de «forces révolutionnaires» : Labi, AJS, LO qui y jouent l'autruche.

FO est actuellement le meilleur soutien de la politique contractuelle du pouvoir.

CFT et autres groupuscules maisons :

- Le capitalisme français à «l'époque» de sa restructuration aurait besoin de syndicats à sa botte : il est donc normal que des boîtes comme Citroën ou Simca entretiennent férocement leur syndicat maison.

- Mais la réalité syndicale politique et sociale française interdit au pouvoir et à la bourgeoisie éclairée de miser trop du système ; les représentants syndicaux doivent être reconnus : ils sont là pour assurer la justice économique et sociale ; ils l'indispensable participation.

- Il n'en n'est pas moins vrai que les capitulations et les manoeuvres bureaucratiques des grandes centrales, développant désillusion et hostilité, préparent le terrain aux groupes maisons. Nos interventions doivent lourdement insister sur ce point.

La classe

Nous baignons dans un calme social assez exceptionnel....

pourtant les statistiques révèlent une accumulation moyenne respectable de jours de grèves, et de fait se succèdent des mouvements, sectoriels, certes, mais durs, longs, sur des revendications et des formes de lutte assez radicales.

A

Un jeu complexe de forces contradictoires traverse la classe et explique son comportement déconcertant :

1- UN MATRAQUAGE SUBJECTIF

a) L'échec de mai 68

Une grève de 4 semaines, un mouvement d'une ampleur inégalée n'a rien apporté de décisif à la classe ouvrière (comme en 36!). On se retrouve avec un Etat toujours plus policier.

L'ensemble des acquis de salaire, le rapport de force sur les lieux de travail et dans la rue se sont évanouis.

Ces échecs pèsent lourd dans l'inconscient de la classe : Tout affrontement général semble devoir déboucher à présent sur l'inconnu ; les solutions politiques ouvrières sont encore moins tangibles qu'à la veille de 68, qui avait été précédé de victoires électorales de la gauche, «encourageantes».

b) Les méthodes de luttes usantes des bureaucrates

La succession des «stop and go» et «go and stop» brisent la combativité et découragent les luttes ; la répétition de «débrayages-négociations» émoussent progressivement la confiance des travailleurs.

c) Les assauts du pouvoir

Patrons et pouvoir sont décidés à faire accepter la concertation : Ils y consacrent une série d'opérations politiques appuyées sur des avantages réels, permis par l'expansion et l'inflation : coup sur coup, ont-ils proposés l'intéressement, la mensualisation, l'actionnariat, les contrats de progrès, les accords chômage et formation professionnelle.

Provisoirement, ces «cadeaux» tendent à accréditer la thèse que la programmation sociale paie plus que la lutte.

2- L'AGGRAVATION DE L'EXPLOITATION :

Pourtant, chaque secteur subit toute une série d'attaques diversifiées :

- Les branches en expansion connaissent une dégradation des conditions de travail. La concentration et la rentabilisation ne les met à l'abri ni du chômage, ni des déplacements de main d'œuvre.

- Les secteurs prémonopolistes sont confrontés à une accélération de la restructuration du capital : licenciements et mutations tombent par milliers (Plainfaing- Fives Boussac)

- L'inflation liquide les gains réels de salaire

- La disparité entre secteurs condamnés et secteurs en expansion s'accroît de même que la distorsion entre profits et salaires